

BILAN DE
MANDAT
2024-2025

Danièle OBONO

Députée de Paris



- > Bibliothécaire de profession
- > Diplômée d'histoire, de lettres modernes et de sciences politiques
- > Militante afro-féministe, altermondialiste, écosocialiste
- > Habitante du 18^e arrondissement de Paris

- > Membre de la commission des Lois (Constitution, droits, libertés, justice, sécurité, collectivités territoriales...) et de la commission des Affaires européennes
- > Présidente du groupe d'études « Racisme et discriminations raciales ou religieuses »
- > Vice-présidente du groupe d'amitié France - États-unis

MON ACTIVITÉ 2024-2025 EN QUELQUES CHIFFRES

1

rapport parlementaire produit

7 463

amendements cosignés

139

propositions de loi ou de résolution initiées et/ou co-signées

6

questions écrites au gouvernement

3

questions orales au gouvernement

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

UN BUDGET 2025 INJUSTE ET AUSTÉRIKAIRE

Depuis 7 ans, les cadeaux faits par Macron & cie aux grandes entreprises et aux ultra-riches ont vidé les caisses du Trésor public et creusé le déficit de plus de 62 milliards d'euros ! Année après année, ces bandits de grand chemin font payer au peuple leurs méfaits. Nous avons pourtant fait la démonstration éclatante qu'une autre politique était possible. Nos propositions ont permis de dégager 58 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

Mécontent, le Premier ministre a annoncé un 49-3 pour essayer de passer en force. Nous l'avons contré en déposant une motion de censure qui a fait tomber le gouvernement Barnier, une première depuis 1962 ! Le gouvernement Bayrou suivant n'a réussi à imposer son budget, encore plus austérikair que le précédent, que grâce au soutien du Rassemblement national et du Parti socialiste, qui ont refusé de le censurer.



Manifestation contre l'islamophobie (11/05/25)

CONTRE BUDGET LFI : NOTRE PROJET POUR CHANGER LA VIE

- Mettre en place : l'impôt universel des entreprises (42 milliards); la taxe sur les superprofits (15 milliards)
- Rétablir : un impôt de solidarité sur la fortune avec un volet climatique (15 milliards) ; la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (15 milliards)
- Renforcer la taxe sur les transactions financières (10,8 milliards)
- Supprimer : le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (10 milliards) ; les niches fiscales les plus polluantes (6 milliards) ; la niche « Copé » (5 milliards) ; le crédit d'impôts recherche (1,3 milliards) ; la flat tax (1 milliard)

Au total : 121,1 milliards d'euros de recettes pour répondre aux besoins de la population.

PLAN DE LUTTE CONTRE LE RACISME

Le racisme est une réalité structurante de nos sociétés contemporaines. Il sert à diviser le peuple, accentuer l'exploitation et empêcher son unité. C'est le carburant principal de l'extrême droite. Et c'est devenu un instrument politique privilégié de la macronie et ses alliés qui, au pouvoir depuis 7 ans, mettent en place des politiques racistes et xénophobes.

Nous nous opposons à la division du peuple qui ne sert qu'à justifier les inégalités. Nous défendons une République universaliste et antiraciste qui fait de l'égalité en droit une égalité de fait. Pour cela, il faut une politique volontariste et déterminée. Voici quelques-unes des mesures que nous proposons :

- Consolider le droit de la non-discrimination et le rendre plus lisible et accessible en réunissant l'ensemble des différentes dispositions dans un code unique
- Créer un Commissariat à l'égalité doté d'un corps d'inspecteur-ices et de moyens humains et financiers conséquents pour coordonner les politiques publiques
- Renforcer les obligations à la charge des administrations publiques et des entreprises privées par la création d'un pôle de prévention des discriminations au sein des CHSCT
- Mettre en place le récépissé de contrôle d'identité pour lutter contre le contrôle au faciès, accompagné de dispositifs de formation, de contrôle et de sanction des forces de sécurité



NICHE PARLEMENTAIRE LFI

Le 28 novembre 2024 a eu lieu à l'Assemblée nationale la journée parlementaire consacrée à La France insoumise. Nous avons déposé plusieurs propositions de loi et de résolution :

- Abrogation de la retraite à 64 ans
- Procédure de destitution à l'encontre du Président de la République
- Intégrer la notion de consentement dans la définition pénale des infractions d'agression sexuelle et de viol
- Blocage des prix de l'énergie dans l'Hexagone et les Outre-mer
- Moratoire sur les projets routiers et autoroutiers
- Régularisation des soignantes à diplôme extra-européens (PADHUE)
- Reconnaître la pénibilité des métiers « féminisés »
- Instaurer une rémunération maximale dans les entreprises
- Refondation du modèle de financement public des établissements privés sous contrat afin de garantir la mixité sociale en leur sein

L'obstruction du bloc gouvernemental contre l'abrogation de la réforme des retraites a malheureusement empêché nos débats d'aller à leur terme.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE

- **Bétharram ou la faillite politique et morale de Bayrou**
Après la découverte des horreurs qu'ont subi des centaines d'enfants dans l'établissement privé Notre-Dame de Bétharram de Pau, le groupe LFI a obtenu la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les modalités du contrôle par l'État et de la prévention des violences dans les établissements scolaires. Cette commission a notamment permis de démontrer de nombreux dysfonctionnements de l'enseignement privé et les mensonges de François Bayrou. Dans une démocratie saine, un gouvernement dirigé par un Premier ministre qui ment devant la représentation nationale afin de fuir ses responsabilités devrait démissionner. Mais nous ne sommes plus, depuis un petit moment, dans une démocratie digne de ce nom.
- **Les dominants excluent les classes populaires des élections !**
La commission d'enquête sur l'organisation des élections en France, créée en décembre 2024 à l'initiative du groupe de La France insoumise, a permis de mettre en lumière des défaillances structurelles du processus électoral dans notre pays.
 - La mal/non-inscription de 10 millions de Français-es constitue un suffrage censitaire qui pénalise en particulier les jeunes et les radiations abusives sont un danger pour la démocratie.
 - Les sondages ne sont pas scientifiques et sous-estiment systématiquement la gauche.
 - Les milliardaires font de plus en plus ouvertement de l'ingérence.

RÉSOLUTION CONTRE DONALD TRUMP

Donald Trump a impulsé une nouvelle trajectoire à son pays, combinant rejet du multilatéralisme, mépris des engagements internationaux et volonté expansionniste. La France et l'Union européenne doivent y opposer une parole ferme et des actes clairs en faveur de la paix, du droit et de la solidarité internationale.

Ma proposition de résolution européenne visant à condamner les remises en cause répétées du droit international par Donald Trump a été définitivement adoptée en mai 2025.

COMMUNICATION SUR LA COP16

L'Humanité fait face à une sixième extinction de masse, provoquée par le dérèglement climatique, les pollutions, la déforestation... En 50 ans, les populations d'animaux sauvages ont chuté de 73 %.

La communication que j'ai présentée en mai devant la commission des Affaires européennes sur la COP 16 biodiversité a mis en lumière l'avancée majeure que représente la reconnaissance du rôle essentiel des peuples autochtones dans la protection de la nature, mais également l'insuffisance des mécanismes de financement.



LUTTE CONTRE LE RACISME

• Groupe d'études

Des millions de nos concitoyen·nes subissent du racisme et des discriminations raciales quotidiennement. Or, jusqu'à ce que nous en fassions la demande, l'Assemblée nationale n'avait pas jugé utile d'étudier et documenter ces phénomènes qui remettent gravement en cause nos principes et notre pacte républicain. Le groupe d'études « Racisme et discriminations raciales ou religieuses » que je préside depuis décembre 2024 a d'ores et déjà mené une dizaine d'auditions d'institutions et organisations diverses.

• Colloque

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale du 21 mars, et pour la troisième année consécutive, j'ai organisé à l'Assemblée nationale un colloque sur la lutte contre le racisme en France. L'événement, qui a réuni une centaine de participant·es, a permis d'entendre les analyses de quatre chercheur·ses de grande qualité que sont Solène Brun, Rachida Brahim, Sandeep Bakshi et Gaëlla Loiseau, et la pièce Mektoub de l'équipe La Nour.



Fête de la République (21/09/2024)



Rassemblement de soutien aux salarié-es de Sanofi (19/10/2024)



Niche parlementaire LFI (28/11/2024)



Table ronde sur la misogynoir (25/02/2025)



Manifestation contre le racisme et l'extrême droite (22/03/25)



Réunion publique sur la 6^e République (23/05/25)



Colloque sur Frantz Fanon (31/05/25)



Manifestation contre le génocide à Gaza (15/06/25)

EN CIRCONSCRIPTION

BALADES DE QUARTIER

2024

Septembre : Orgues de Flandre (19^e)

Octobre : Charles Hermite & Evangile (18^e)

Novembre : Secrétan & Chauffourniers (19^e)

2025

Janvier : Ourcq & rue d'Aubervilliers (19^e)

Février : Charles Hermite & Chapelle (18^e)

Mars : Quai de la Seine & Crimée (19^e)

Avril : Barbès (18^e)

Mai : Tandou (19^e)

Juin : Goutte d'or (18^e)

RENCONTRES

Habitant-es : élèves de CM2 de l'école Cugnot (18^e) ; résidents du foyer de travailleurs rue Riquet (19^e) ; locataires des Orgues de Flandres (19^e), de la rue Jean Cottin (18^e), de la cité des Chauffourniers (19^e) ; riverain-es de la place de la Chapelle (18^e)

Commerces : restaurant social la marmite d'Afrique (19^e) ; microbrasserie de la goutte d'or (18^e) ; épicerie La Cale (19^e) ; chambre syndicale des buralistes d'Île-de-France

Associations/collectif : *Vivre au 93 chapelle* (18^e) ; *Môme en famille* (19^e) ; *Les Enfants d'Hébert* (18^e) ; *Ô Léonie* (19^e) ; *Lab'Chap* (18^e) ; *XV3 Radio 75* (18^e)



Carnaval Ô les masques (17/05/25)



Rencontre avec les élèves de l'école Cugnot dans le 18^e (09/01/25)



Commémoration de l'abolition de l'esclavage (10/05/25)

INTERPELLATIONS

70 courriers de soutien à des dossiers individuels
62 courriers de soutien collectif

- Mairie de Paris : soutien à deux agents de la ville victimes de racisme mais menacés de sanctions ; soutien aux revendications des téléconseiller-es de la ville de Paris.
- Préfet de région : demande de la mise à l'abri des jeunes mineurs isolés réfugiés à La Gaîté lyrique ; soutien au dispositif Jeunes lycéens à destination des jeunes mineurs isolés
- Commissaires et préfet de Paris : concernant plusieurs cas de violences policières dans le 19^e arrondissement.

MOBILISATIONS

- Mise à l'abri des familles à la rue
- Hébergement des jeunes mineurs isolés occupant la Gaîté lyrique
- Justice pour deux agents de la ville victimes de racisme
- Défense des écoles et collèges, du centre de santé Stalingrad, du centre des impôts Argonne, des téléconseillères de la ville de Paris (cf. Focus)



**Interpellez
vos élus !**

**POUR LA RÉOUVERTURE
DES ACCUEILS PHYSIQUES**

rouvreznosservicespublics.fr

Les services publics sont notre bien commun, le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas, conquis de haute lutte. Or, depuis qu'il est au pouvoir, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de les affaiblir, en réduisant leurs financements, en fermant des services, en éloignant les usager-es par une dématérialisation tous azimuts. Cette année, les 18^e et 19^e arrondissements ont été particulièrement visés par cette politique de démantèlement systématique.

- Fermeture de classes dans plusieurs écoles primaires et collèges, en particulier du réseau d'éducation prioritaire (REP)
- Annonce de suppression de la moitié des spécialités du centre de santé de Stalingrad
- Annonce de fermeture du centre des impôts d'Argonne

Face à ces attaques, enseignant-es, parents et élèves, soignant-es et patient-es, fonctionnaires et usager-es s'organisent. Banderoles, casseroles, chaînes humaines, pétitions, rassemblements... Partout, des actions conviviales et percutantes fleurissent pour soutenir nos services publics, vecteurs de l'intérêt général, et qui incarnent la République en actes. Les défendre mais surtout les renforcer et les développer sont des garanties essentielles de notre capacité à faire société. C'est aussi le sens de ma proposition de loi en faveur de la réouverture des accueils physiques qui a été adoptée à l'Assemblée nationale et attend d'être inscrite au Sénat. Toutes et tous ensemble, continuons nos mobilisations pour faire vivre et prospérer nos services publics !

INTERVENTIONS DE DANIELLE OBONO AUPRÈS DES EXÉCUTIFS

Opposition aux fermetures de classes et à la suppression des décharges de direction dans les écoles primaires

- Courriers à la ministre de l'Éducation nationale et à la rectrice
- Soutien à la grève des enseignant-es et participation aux mobilisations des parents d'élèves (nuit aux écoles de la maternelle Cité Lepage ; casseroles devant l'école Tandou ; chaîne humaine rue de Tanger...)

Défense du centre de santé de Stalingrad

- Question orale au ministre de la Santé sur la fermeture du centre Cnam de Réaumur et celle de la moitié des services du centre Cramif de Stalingrad
- Création du comité de défense du centre Cramif de Stalingrad
- Rencontre avec le ministre de la Santé
- Participation aux rassemblements et manifestations

Opposition à la fermeture du centre des impôts Argonne

- Rencontre avec les syndicats
- Courrier au ministre de l'Économie et des Finances
- Participation au rassemblement de soutien à la grève des agents du centre

Défense des télé conseillères de la ville de Paris

- Courrier à l'adjointe à la maire de Paris chargée des ressources humaines, du dialogue social et de la qualité du service public
- Participation au rassemblement de soutien



Rassemblement contre la fermeture du centre de santé Stalingrad (25/03/25)



Rassemblement contre la fermeture d'Argonne (14/05/25)

LE DÉPUTÉ
SUPPLÉANT

L'ÉQUIPE



Michel MONGKHOY

Chef de projet en informatique
Habitant du 19^e

Barbara ZAULI

Adjointe à la responsable
du travail
en circonscription

Sarah MOUHEB

Collaboratrice
à l'Assemblée
nationale

Émilie PAUMARD

Responsable
du travail
en circonscription

Yacine KHEDIM

Chef de cabinet
et responsable
du travail législatif

UNE SEMAINE PARLEMENTAIRE TYPE DE DÉPUTÉE

DU LUNDI AU JEUDI

Travail à l'Assemblée : débats en séance publique, en commission, réunions des groupes parlementaires et des différents groupes de travail.

DU VENDREDI AU DIMANCHE

Présence en circonscription : permanences, rendez-vous, rencontres, visites, marchés, manifs, etc.

COMPTE RENDUS DE MANDAT

- Mercredi 25/06 à 8h au marché Barbès
- Jeudi 26/06 à 17h à l'intersection rue Riquet/rue d'Aubervilliers (19^e)
- Jeudi 26/06 à 19h à l'école Philippe de Girard (18^e)
- Vendredi 27/06 à 10h30 au marché Curial (19^e)
- Vendredi 27/06 à 17h sur le pont de la rue Doudeauville (18^e)
- Samedi 28/06 à 10h30 au marché de l'Olive (18^e)
- Dimanche 29/06 à 10h30 au marché de Joinville (19^e)

AGENDA PRÉVISIONNEL DE L'ASSEMBLÉE

ÉTÉ 2025

- Session extraordinaire du 1^{er} au 11 juillet : projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte ; projet de loi de simplification de la vie économique ; proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public

AUTOMNE 2025

- Session extraordinaire mi-fin septembre : projet de loi sur le mode de scrutin à la proportionnelle

NOUS RENCONTRER

EN MAIRIE (sur rendez-vous)

Mardi 14h dans le 18^e
(1, place Jules Joffrin)

Jeudi 10h dans le 19^e
(5-7, place Armand Carrel)

@contact@deputee-obono.fr

09 61 68 60 35

NOUS CONTACTER

Assemblée nationale
126 rue de l'université 75007 Paris

daniele.obono@assemblee-nationale.fr

01 40 63 61 08

deputee-obono.fr



NOUS SUIVRE

@DeputeeObono

@Deputee_Obono

deputee_obono

Députée Obono

@deputee_obono